



Paris, le 11 février 2025

## Déclaration au CCFP du 11/02/2025

Monsieur le ministre,

5,7 millions de fonctionnaires et agents publics se sentent trahis. Pour la énième fois sous la présidence d'Emmanuel Macron, la Fonction publique et ses agents sont déconsidérés et demeurent la variable d'ajustement budgétaire.

La méthode également reste la même, malgré vos engagements, nous apprenons par la presse les décisions du gouvernement mettant à mal un fragile dialogue social.

Attentats, crise covid, crise climatique, jeux olympiques, tant d'événements dramatiques ou enthousiastes durant lesquels les gouvernements et ministres successifs ont vanté les mérites, les compétences, le dévouement et l'abnégation des agents.

Que d'hypocrisie alors que c'est le choix des gouvernements successifs qui est responsable des déficits budgétaires en particulier par sa politique d'exonérations. Les économies sont réalisées au détriment des agents publics dont la moitié est smicardisée en catégorie C et l'autre moitié démarre sa carrière à peine 10% au-dessus du SMIC.

Que proposez-vous aux agents ? Comment oser parler d'attractivité de l'emploi public ?

- gel du point d'indice en 2024 et en 2025 ;
- grille indiciaire indigente niant le principe de carrière ;
- suppression de la GIPA ;
- refus de généraliser le CTI de tous les corps de santé et travailleurs sociaux ;
- suppression d'agences de service public et restructurations.

Et enfin aujourd'hui lors de ce CCFP, vous ajoutez à la précarité et la détresse pendant les arrêts maladie.

En effet, nos traitements seront réduits de 10% en cas d'arrêt maladie. Au prétexte d'une inégalité mensongère et indigne avec les salariés du privé dont 70% d'entre eux sont rémunérés à 100% par des accords de branche, d'entreprise ou par la prévoyance.

Dans ce scénario sombre pour la Fonction publique, FO Fonction publique exige à nouveau l'abrogation de la loi sur les retraites et s'inquiète des menaces d'une nouvelle réforme portant un régime universel par points que FO Fonction publique rejette totalement, contre lequel nous défendons les 42 régimes existants et ceux propres à la Fonction publique.

Dans ce contexte, avec le gouvernement vous porterez la responsabilité de la dégradation des conditions de travail et de vie des agents publics.